

## Congrès AFSP Toulouse 2007

### Table ronde 4

## "La médiatisation du politique. Regards croisés. Regards comparés"

### Session 1

SAITTA Eugénie (CRAPE)

[eugeniesaitta@yahoo.fr](mailto:eugeniesaitta@yahoo.fr)

|  |
|--|
| <p><b>Le journalisme politique et l'enjeu de l'autonomie face aux sources</b><br/><b>Une comparaison France/Italie</b></p> |
|--|

A l'occasion d'un débat sur l'objectivité journalistique lancé en Italie en 1969 par le newsmagazine *L'Espresso*, Umberto Eco écrivait dans un article intitulé « Le lavage des lecteurs » : « *Le journaliste n'a pas un devoir d'objectivité. Il a un devoir de témoignage. Il doit témoigner sur ce qu'il sait et il doit témoigner en donnant sa propre version [come la pensa lui]* ». Relancé au début des années 1990, ce débat a fait émerger des prises de positions radicales sur la question de la praticabilité d'un journalisme objectif. Ainsi le journaliste politique Giuliano Ferrara, directeur du *Foglio* et présentateur de l'émission de débats *8 e mezzo* sur la chaîne *LA7*, défendait un journalisme nécessairement partial participant ouvertement à la bataille politique à partir d'informations engagées. Il s'agissait de revendiquer un droit des journalistes à avoir un parti pris. De même, nos entretiens avec des journalistes politiques de la PQN italienne ont révélé leur conviction que le futur du journalisme politique serait dans les formats de l'approfondissement, de l'analyse et du surplomb, moyen pour la presse écrite de se distinguer du journalisme télévisé : « *L'information brute [cronaca] – ce qui s'est passé, qui a dit quoi, quand est-ce qu'il l'a dit, etc. – c'est un genre un peu dépassé parce que les gens l'ont vu à la télévision, donc personne ne va aller relire ça le lendemain. Selon moi, dans le futur, le journalisme politique italien sera un journalisme d'analyse. Ce sera plus un journalisme d'analyse. Donc les informations seront concentrées. A part une colonne pour expliquer ce qui s'est passé et, pour le reste, beaucoup d'analyses [...] Expliquer, analyser pourquoi on en est arrivé à telle décision, il y a toujours des raisons politiques générales, économiques qui expliquent une certaine décision. [...] Moins de théâtre et plus de substance, je dirais. Le journalisme politique du futur, ce sera ça.* »<sup>1</sup>

*A contrario*, en France, une injonction à l'objectivité s'exerce de façon particulièrement exacerbée sur les journalistes politiques par rapport à d'autres spécialités journalistiques. Ceux-ci se trouvent en effet confrontés à un climat de défiance au sein des rédactions de la presse quotidienne nationale (PQN). Des livres écrits par des journalistes dits d'investigation<sup>2</sup> mais aussi d'anciens journalistes politiques<sup>3</sup> leur reprochent ainsi leur proximité aux sources

<sup>1</sup> Entretien (novembre 2002), chef du service politique, bureau de Rome du *Corriere della Sera*.

<sup>2</sup> Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 1997 ; Edwy Plenel, *Un temps de chien*, Paris, Stock, 1994 ; Denis Robert, *Pendant les "affaires", les affaires continuent...*, Paris, Stock, 1996.

<sup>3</sup> Daniel Carton, *Bien entendu... c'est off*, Paris, Albin Michel, 2003.

politiques et leur traitement déférent et révérencieux de la politique. Ces critiques émises par les pairs se voient confortées par des sondages d'opinion, à l'instar du baromètre annuel *Télérama-La Croix-MédiasPouvoirs*<sup>4</sup>, où les sondés expriment leur suspicion à l'égard des journalistes et de leur connivence supposée aux milieux de pouvoir. En effet, l'autonomie, l'indépendance ou encore l'objectivité deviennent des critères centraux dans les modèles professionnels dominants au cours des années 1980/90.

Ce sont ces différences dans la conception de rôle des journalistes politiques français et italiens que se propose d'analyser cette communication<sup>5</sup>. Plus généralement, elle interroge le processus d'autonomisation du journalisme politique à l'égard du personnel et des institutions politiques en France et en Italie depuis les années 1980. La comparaison des relations entre les journalistes politiques de la PQN et leurs sources met en évidence des divergences fortes entre les deux pays, notamment dans la place qu'occupe la distance aux sources dans la définition de l'excellence professionnelle. Elle remet ainsi en question l'idée d'un processus convergent de « dépolitisation » du journalisme en Europe. Ces évolutions contrastées peuvent être examinées à différents niveaux : celui des interdépendances entre les champs journalistique et politique ; ceux des représentations politiques et des pratiques des journalistes politiques. Cette analyse s'appuie sur environ 80 entretiens auprès de journalistes politiques de la presse quotidienne nationale (PQN) française et italienne<sup>6</sup> et de communicants politiques, sur deux périodes d'observation directe dans les services politiques du *Monde* et du *Corriere della Sera*<sup>7</sup>, et sur des analyses qualitatives de corpus d'articles.

### ***Des niveaux de « parallélisme politique » contrastés***

A l'origine formulée par Seymour-Ure (1974), la notion de « parallélisme presse / parti » désigne le fait que chaque média est aligné sur un parti spécifique. Cette acception stricte correspond essentiellement à la situation de la presse de parti. Pour notre part, nous entendons la notion de parallélisme politique au sens large comme l'interpénétration des mondes politique et journalistique (Grossi et Mazzoleni 1984 ; Mancini 1994). Si un fort niveau de parallélisme politique caractérise historiquement le système de communication de pays comme la France et l'Italie (Hallin et Mancini 2004), on relève des évolutions divergentes entre les deux cas nationaux sur la période récente. Ces différences sont saisissables à l'aune par exemple de la situation de la presse dite d'opinion. Dans les deux pays, la tendance est celle d'une décroissance du niveau de parallélisme politique, mais celui-ci perdure plus longtemps et diminue moins fortement en Italie.

### *L'état de la presse d'opinion : déclin versus renouvellement*

Alors que la France et l'Italie sont marquées par les origines politiques et littéraires de leur presse et par la prédominance de la presse d'opinion<sup>8</sup> parmi les quotidiens au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la chute de la diffusion des journaux d'opinion ainsi que de leur

---

<sup>4</sup> *Télérama*, 27 janvier-2 février 2001.

<sup>5</sup> Cet article est issu d'une thèse de science politique soutenue en 2006 à l'IEP de Rennes (*Les transformations du journalisme politique depuis les années 1980. Une comparaison France/Italie*).

<sup>6</sup> Pour la France, *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, *L'Humanité*. Pour l'Italie, *Corriere della Sera*, *Repubblica*, *Stampa*, *Foglio*, *Manifesto*.

<sup>7</sup> De mi-novembre à mi-décembre 2001 pour *Le Monde* ; en mars 2003 pour le *Corriere della Sera*.

<sup>8</sup> Afin de prendre en compte d'éventuelles formes nouvelles de journalisme engagé, nous définirons dans un premier temps la presse d'opinion de façon large comme une presse à la croisée des champs journalistique et politique, sans en restreindre le sens à la seule presse affiliée à un parti.

nombre porte à parler d'un déclin de cette famille de presse au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Pour autant, la situation actuelle de la presse d'opinion révèle des différences notables entre les deux cas nationaux. Il est en effet difficile de dresser sur le cas italien le même constat de déstructuration qui touche la presse d'opinion française. L'Italie connaît non seulement une persistance de la presse d'opinion mais aussi de nouvelles formes de journalisme engagé.

Engagé très tôt, dès les années 1950 et surtout durant les années 1960, le déclin de la presse d'opinion française a revêtu deux formes : la disparition de titres, notamment parisiens, et le désengagement militant et partisan quasi général de la presse quotidienne régionale et de certains titres nationaux. Les journaux se sont ainsi désolidarisés des positionnements des partis qu'ils avaient soutenus jusque-là. Juhem (2001) démontre comment l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 a contribué à une « neutralisation » des journaux de gauche qui s'est traduite, par exemple à *Libération*, en 1981, par la mise à l'écart des journalistes les plus « militants ». Aujourd'hui, on ne compte plus que de rares titres d'opinion, dont quelques quotidiens nationaux tels que *L'Humanité* (PCF), *Présent* (extrême droite) ou encore quelques quotidiens régionaux communistes comme *La Marseillaise*, *Le Populaire du Centre*, *l'Echo de la Haute-Vienne*, qui ne forment pas à eux seuls un sous-ensemble structuré comparable à d'autres, par exemple celui des newsmagazines. Parmi les quotidiens nationaux qui maintiennent leur caractéristique de presse d'opinion, *L'Humanité* et *La Croix* (presse confessionnelle) ont survécu mais connaissent des difficultés financières chroniques, compensées par des apports extérieurs, comme les souscriptions ou les recettes de « la fête de *L'Huma* » pour le premier, ou des apports du groupe Bayard Presse auquel il appartient pour le deuxième. Les tentatives pour créer des titres d'opinion durant les années 1970 – mais c'est aussi vrai pour la presse quotidienne en général – tels que *L'Humanité rouge*, *Combat socialiste*, *Le Matin de Paris* ou encore *le Quotidien du peuple* de mouvance maoïste, ont échoué, disparaissant après quelques mois d'existence. *La République* d'Henri Emmanuelli (PS) cessa de paraître seulement après quelques semaines. *Présent*, qui est né dans les années 1980 à l'extrême droite de l'échiquier politique, réussit jusqu'à présent à se maintenir grâce à des soutiens financiers extérieurs, sa diffusion étant très réduite.

En Italie, *a contrario*, la PQN italienne comprend un nombre de titres d'opinion plus conséquent qu'en France. On compte des journaux de partis, qu'il s'agisse de *L'Unità* (démocrates de gauches, DS), du *Secolo d'Italia* (Alliance Nationale), de la *Padania* (Ligue du nord) ou de *Liberazione* (Refondation communiste). En outre, la résurgence depuis les années 2000 d'anciens journaux de parti, comme *La Voce Repubblicana* (parti républicain italien), *L'Avanti* (Socialistes italiens), ou encore *L'Europa* (Marguerite) qui a pris la succession du *Popolo* (Démocratie chrétienne), complète le panorama de la presse de parti et démontre la persistance d'un certain niveau de pluralisme externe<sup>9</sup> dans la PQN qui exprime pour partie les positions des différentes formations de l'échiquier politique.

La persistance de la presse de parti en Italie ne saurait recouvrir toute la réalité de la presse d'opinion italienne. La presse de parti correspond à la définition du parallélisme presse / parti proposée par Seymour-Ure (1974) : implication des partis dans la propriété et la gestion des journaux ; caractère partisan de la ligne éditoriale adoptée par chaque journal ; homogénéité des lecteurs du point de vue de leur appartenance politique. D'autres formes de journaux trouvent leur place au sein de la presse d'opinion mais ne correspondent pas strictement à ces critères. Il s'agit de journaux engagés, affichant ouvertement une identité politique forte sans pour autant s'associer à un parti politique. C'est le cas du *Manifesto*, mensuel créé en 1969 par un groupe de dissidents radiés du PCI, puis transformé en quotidien en 1971.

---

<sup>9</sup> Tendance des divers moyens de communication à refléter des points de vue politiques et idéologiques distincts.

Mais c'est surtout la création, à la fin des années 1990, d'un journal comme le *Foglio* revendiquant une prise de position sans affiliation partisane qui illustre un renouvellement des formes de la presse d'opinion. Il est dirigé par Giuliano Ferrara, ancien militant communiste et ancien ministre dans le premier gouvernement Berlusconi. Celui-ci revendique l'absence de neutralité mais aussi d'affiliation partisane du *Foglio* : « *Nous sommes libéraux mais nous ne sommes pas libéraux orthodoxes. [...] C'est un journal pro-américain, pro-israélien, très combatif et très agressif sur certaines grandes questions. Mais nous n'avons aucune orthodoxie et aucune idée fixe.* »<sup>10</sup> Tous les sujets sont traités sous l'angle de la critique et de la polémique, qu'il s'agisse du film de Roberto Begnini, « La vie est belle », ou de politique internationale : « *Vous ne trouverez jamais dans le Foglio un article dans lequel les nouvelles sont nues, brutes.* »<sup>11</sup> Ce journal adopte une stratégie de positionnement non seulement politique mais aussi commercial. Il s'agit d'un « deuxième » journal (c'est-à-dire que l'on lit en plus d'un quotidien national par exemple), voire d'un « troisième » journal selon son directeur, à faible diffusion, essentiellement dirigé vers l'élite et adoptant une maquette classique : seulement du texte, des articles longs, « *une mise en page élégante* ».

Sur la lancée du *Foglio*, une série de quotidiens a paru depuis le début des années 2000, tels le *Riformista* né en 2002, équivalent du *Foglio* à gauche de l'échiquier politique, ou bien la *Gazzetta Politica* créée en 2002 par Claudio Signorile, ancien ministre sous le gouvernement Craxi, ancien vice-président du PSI, ou encore *Libero*, journal de centre-droit créé par Vittorio Feltri en 2000. Au total, c'est une vingtaine de titres de PQN qui appartient à cette catégorie de la presse d'opinion soutenue par des aides publiques conséquentes<sup>12</sup>.

En somme, le paysage de la presse écrite italienne offre un nouveau continuum de formes et de niveaux d'engagement, de la presse de parti des origines à la presse « au-dessus des parties » telle la *Stampa* et le *Corriere della Sera*, en passant par la presse politique à faible diffusion telle que le *Manifesto* ou le *Foglio* et par le « journal-parti » (voir ci-dessous) qu'est la *Repubblica* à forte identité politique et à forte diffusion. L'offre de PQN apparaît plus diversifiée qu'en France, non seulement par le nombre de journaux disponibles, mais aussi par le positionnement commercial et politique de ces titres.

### *Le journalisme d'opinion, un modèle professionnel en crise ?*

L'évolution comparée de *L'Humanité* et de *L'Unità*, anciens organes centraux du PC en France et en Italie, révèle combien le déclin du premier est liée à une stigmatisation du modèle de journalisme dont il est porteur, alors que le déclin du second est, au contraire, lié à la diffusion et l'appropriation par d'autres titres de PQN du modèle de journalisme d'opposition (*advocacy journalism*<sup>13</sup>) dont il avait longtemps détenu le monopole.

L'histoire des deux titres est marquée par une même tendance : un déclin de la diffusion et des difficultés financières. *L'Unità* a été mis en liquidation en 2000 avant d'ouvrir à nouveau en 2002. Depuis le début des années 2000, chacun de ces journaux accueille des actionnaires privés dans son capital : *TF1*, Lagardère et les caisses d'épargne pour *L'Humanité* ; *L'Unità*,

---

<sup>10</sup> Entretien (novembre 2002)

<sup>11</sup> *Idem.*

<sup>12</sup> Une trentaine de titres (dont des titres régionaux) sont concernés par le financement public des journaux dits politiques en Italie. Les conditions d'attribution sont particulièrement peu contraignantes et le montant des subventions très élevé (plus de 600 millions d'euros pour 2006). A partir de 1987, il suffisait que deux députés déclarent qu'un journal était l'organe d'un mouvement politique. A partir de 2001, les journaux ont dû prendre la forme d'une coopérative pour bénéficier de ces aides.

<sup>13</sup> Modèle de journalisme de défense des intérêts les moins protégés qui naît aux Etats-Unis comme alternative à la presse dite libérale-bourgeoise et à ses prétentions objectivantes. Déclarant l'impossibilité d'être objectif, *l'advocacy journalism* cherche à défendre le point de vue des moins protégés.

pour sa part, a pour directeur Furio Colombo<sup>14</sup>, qui n'est pas membre du parti DS et dont le parcours tranche nettement avec l'image et l'histoire du journal puisqu'il s'agit d'un ancien responsable de la Fiat. Mais on observe un décalage dans le temps dans l'annonce de la baisse de la diffusion des deux titres. La diffusion de *L'Unità* a été plus forte que celle de *L'Humanité* et ce, pendant plus longtemps, restant un journal de poids tout au long des années 1990. Alors que *L'Humanité* atteignait sa diffusion maximale en 1945 avec 423 000 exemplaires (Eveno 2004, p. 199-210), la baisse de la diffusion de *L'Unità* n'a débuté qu'après 1974, année où elle a connu sa meilleure performance, atteignant un million d'exemplaires vendus pour son édition du dimanche et 239 000 pour son édition quotidienne (Marturano 1992, p. 204).

En outre, la position des deux titres dans l'espace journalistique et la reconnaissance professionnelle dont ils bénéficient diffèrent largement. Le déclin dans la diffusion de *L'Humanité* s'accompagne d'une stigmatisation de la presse d'opinion par les pairs. Ce n'est pas le cas en Italie où *L'Unità* dispose d'une forte légitimité professionnelle. Par exemple, la mobilité des journalistes issus de *L'Humanité* vers d'autres entreprises de presse est peu aisée et suit essentiellement deux schémas. L'un aboutit à l'entrée dans des médias occupant une position particulière dans le champ journalistique, comme l'illustre le parcours d'une ancienne rédactrice en chef, ayant travaillé à *L'Humanité*, puis à *L'Humanité Hebdo* de 1976 à 1999, et désormais rédactrice en chef au *Monde Diplomatique*, journal à la croisée des sphères journalistique, politique et intellectuelle. L'autre trajectoire typique de sortie de *L'Humanité* se caractérise par une quasi-impossibilité de valorisation du capital social et journalistique acquis à *L'Humanité* dans les secteurs légitimes de l'information, à l'image de cet ancien chef du service France qui, après 18 ans « de maison », a connu une longue période de chômage et, au final, a dû se reconvertir dans le domaine de la communication politique. Ainsi, *L'Humanité* ne semble pas être reconnu au sein de l'espace journalistique comme un « vrai » journal produit par de « vrais » professionnels. Aux yeux des pairs, il se définit avant tout par ses liens étroits à un parti politique, ce qui le décrédibilise.

Au contraire, en Italie, de nombreux journalistes issus de *L'Unità* travaillent aujourd'hui à la *Repubblica* – ce qui est moins surprenant au vu de la proximité politique des deux titres – mais aussi au *Corriere della Sera* et à la *Stampa*, en somme dans les divers titres de la PQN, à l'image du directeur adjoint du *Corriere della Sera* qui a été journaliste à *L'Unità* entre 1982 et 1996, soit 14 ans couronnés par l'accès à la fonction de rédacteur en chef central, avant d'entrer au *Corriere della Sera* pour y occuper une fonction de direction.

*L'Unità* occupe, dans la catégorie des journaux d'opinion, une position particulièrement élevée et prestigieuse. Les journalistes considèrent *L'Unità* comme un journal de parti à part ou *sui generis* : « Tout en étant l'expression d'un parti, *L'Unità* n'est pas un quotidien de parti typique, du fait des caractéristiques complexes du parti dont il est l'organe, mais aussi de la qualité journalistique qui le caractérise » (Becchelloni et Buonanno, 1981, p. 219). Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 1970, *L'Unità* était définie comme une « école de journalisme » – ou encore un pôle de référence – parce qu'elle offrait un modèle de journalisme unique. Elle se distinguait du reste de la presse de parti, mais aussi des quotidiens dits « indépendants », car elle proposait un journalisme de dénonciation, d'analyse et de contre-information dans un champ journalistique marqué par l'expérience fasciste, peu professionnalisé et peu objectif. *L'Unità* était le seul quotidien à faire entendre ou à représenter certaines sources et certains intérêts, par exemple le mouvement ouvrier. *L'Unità* a possédé, jusque dans les années 1970, le monopole d'un modèle alternatif de journalisme que l'on peut qualifier de dénonciation ou d'*advocacy journalism*.

---

<sup>14</sup> En 2005, Furio Colombo a été remplacé à la tête de *L'Unità* par son adjoint, Antonio Padellaro.

En outre, deuxième quotidien italien par sa diffusion, *L'Unità* était le seul du paysage journalistique à assumer pleinement les caractéristiques d'un quotidien national (jusqu'aux années 1970 et à la création de titres de presse alternative et de la *Repubblica*), alors que les autres quotidiens avaient une zone de diffusion majoritairement régionale (la Lombardie pour le *Corriere della Sera* par exemple). Il ne se restreignait pas à l'information politique, comme dans la plupart des titres de parti, mais comprenait une rubrique sportive, Société / faits divers (*Cronaca*), d'informations locales, de spectacles, de culture, d'économie, de politique extérieure avec des correspondants à l'étranger. Son lectorat débordait le seul noyau des militants communistes et touchait trois cercles distincts : les militants du parti et les consommateurs de discours politiques (professionnels politiques d'autres partis et journalistes) ; un public populaire lisant essentiellement la première page, l'information locale et le sport ; un public cultivé suivant les débats (Bechelloni et Buonanno 1981).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le déclin différencié de *L'Humanité* et de *L'Unità*. Le premier est lié aux évolutions du parti communiste dans les deux pays. En effet, le déclin du PCF s'annonce de façon précoce, de la fin des années 1970 à la fin des années 1980, en termes de résultats électoraux et de déperdition des effectifs par rapport à celui du PCI. De plus, la position occupée dans le champ journalistique par les deux quotidiens communistes s'explique aussi par les différences idéologiques entre les deux PC. Pour le PCF, la doctrine communiste internationale constituait un invariant, tandis qu'au PCI, dès 1944 et surtout après 1956, les éléments de cette doctrine ont été contrebalancés par des conceptions idéologiques autochtones, avec des dissonances, puis des désaccords, par exemple sur les questions de l'Etat, de la démocratie, du rôle du prolétariat et de l'exemplarité soviétique (Lazar 1992).

Mais le déclin du PC dans les deux pays n'explique pas entièrement celui de son organe de presse. Ce n'est pas tant la stigmatisation, ou la moindre tolérance sociale, de ses rapports étroits avec la sphère politique qui est à l'origine du déclin de *L'Unità* que la concurrence exercée, entre autres, par la *Repubblica*. Créée en 1976, désignée comme un « journal-parti », la *Repubblica* avait pour ambition de « se faire porte-parole d'une opinion structurée et tendant naturellement à élargir sa propre zone d'influence », et est devenu un quasi-parti directement impliqué dans la lutte politique. Ce positionnement de la *Repubblica* dispute le monopole du journalisme de dénonciation et d'opposition détenu jusqu'alors par *L'Unità*, ainsi que l'originalité de son agenda médiatique et de ses sources. Alors qu'en France le déclin professionnel de *L'Humanité* est imputable à la stigmatisation d'un modèle journalistique, celui de la presse d'opinion, en Italie la baisse de diffusion de *L'Unità* est au contraire le résultat de l'adoption et de la diffusion de ce modèle *d'advocacy journalism* par d'autres journaux qui concurrencent sa position dans le champ journalistique.

Au total, les niveaux de parallélisme politique en France et en Italie apparaissent fortement contrastés. Une variable explicative de cette plus ou moins forte interpénétration des mondes politique et journalistique dans les deux pays réside dans la forme du système politique. Selon la typologie proposée par Lijphart (1994), la France correspond au modèle de « démocratie majoritaire » et l'Italie à celui de « démocratie consociative ». La première est caractérisée par une démarcation claire entre la majorité et l'opposition avec une possible alternance au gouvernement. Les médias y assument une fonction de communication verticale, de médiation entre la sphère politique et le public / lectorat. La seconde est caractérisée par un processus de formation des majorités de gouvernement se basant sur des systèmes de coalition formés et soutenus par plusieurs partis, et par des rapports entre la majorité et l'opposition marqués par la recherche constante de terrains de rencontre, de médiation et de compromis. Le système politique italien se singularise par sa grande complexité du fait du nombre élevé de partis représentés au Parlement et, à l'intérieur de chaque parti, des diverses fractions en concurrence pour le contrôle du parti. A cela s'ajoute une variété d'autres institutions

légitimes à agir dans la sphère publique (syndicats, organisations économiques, culturelles, etc.). Dans un tel contexte, la communication politique devient l'instrument des interactions entre les acteurs du système politique : en y recourant, ceux-ci peuvent négocier leurs propres positions et parvenir à des accords ou bien les rompre. Mancini (1990) parle de « fonction de négociation de la communication politique ». Le débat politique est mené presque exclusivement dans les journaux, les newsmagazines et à la télévision. En particulier la presse élitiste, telle que *La Repubblica*, *Il Giornale*, *La Stampa* ou *Corriere della Sera*, exprime des jugements sur les négociations politiques et participe à la définition de l'agenda de la discussion parmi l'élite politique, culturelle et économique. La transition institutionnelle inachevée en Italie ne semble pas avoir bouleversé ce mode de fonctionnement (Roncarolo 2002). Ces différences nationales sont renforcées par la structuration de la PQN en Italie, privée d'un pôle commercial, ce qui contribue à l'étroitesse de sa diffusion et accentue par conséquent son élitisme. En outre, dans la division du travail qui s'opère entre familles de médias, la PQN trouve sa « valeur ajoutée » dans le commentaire et l'analyse, laissant à la télévision le rôle de diffusion à large échelle de l'information.

### ***Les journalistes politiques et leur rapport à la politique***

En France comme en Italie, émerge à partir des années 1990 un discours critique à l'égard de la politique qui s'appuie sur la perception d'une « crise de la représentation politique ». A partir de la deuxième moitié des années 1980, on voit en effet arriver une « nouvelle » génération de journalistes politiques, dont la sociographie (plus féminisée, plus jeune, plus diplômée, plus souvent issue d'une formation professionnelle) et les modes de socialisation politique et professionnelle produisent des effets sur leur rapport au politique, aux sources (le personnel politique) et au journalisme politique en tant que spécialité professionnelle. Si le détachement à l'égard de la politique observé chez la « nouvelle » génération de journalistes français peut aller jusqu'à un désintéret revendiqué, en Italie, la politique continue cependant d'être pensée comme un sujet journalistique central bien qu'elle ait perdu de sa sacralité.

### ***Désenchantement à l'égard du politique***

**En France**, à partir des années 1980, les journalistes politiques font montre d'un désenchantement politique qui s'exprime sous la forme d'un amoindrissement à la fois de leur croyance en la capacité de la politique à « changer le monde », de leur investissement dans un clivage droite / gauche perçu comme porteur de sens et de projets politiques, et de leur respect pour la classe politique.

L'élection présidentielle de 1981, qui permet l'alternance politique pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, représente une période charnière à partir de laquelle le champ politique se transforme concomitamment au champ journalistique. En effet, « l'ancienne » génération de journalistes a été socialisée à la politique dans un contexte très différent. Née au cours des années 1940 et 1950, issue du *baby boom*, elle a fait son apprentissage dans un univers politique caractérisé par l'absence d'alternance et un fort antagonisme entre l'offre politique des formations de droite et de gauche. La génération suivante entretient une familiarisation à la politique qu'elle considère « négative », caractérisée par des alternances successives, des dysfonctionnements (cohabitations, affaires politico-financières impliquant parfois d'ailleurs des journalistes, etc.) et un amenuisement du sentiment d'appartenance partisan.

En outre, ces deux générations n'ont pas vécu les mêmes engagements politiques. Alors que la première a fait l'expérience du journalisme politique dans un champ journalistique où l'embauche des journalistes se faisait avant tout sur des critères partisans, où la PQN et les

newsmagazines se positionnaient explicitement selon un axe droite / gauche<sup>15</sup> et où le lectorat présentait une certaine homogénéité du point de vue de l'affiliation partisane, la seconde arrive dans un champ journalistique caractérisé par la « neutralisation » progressive des journaux (Juhem 2001).

Ce « désengagement » est accentué par la professionnalisation des journalistes qui sont de plus en plus nombreux à avoir suivi une formation professionnelle. C'est le cas d'un journaliste sur deux au service politique du *Monde* fin 2001. Si la présence, de longue date, de journalistes d'extrême gauche au *Monde* est connue, les récits professionnels des journalistes politiques ne mettent toutefois pas en avant le facteur militant pour expliquer leur entrée dans le journalisme, signalant ainsi que le militantisme ou l'engagement politique sont désormais perçus comme autant d'obstacles à la professionnalisation. A *Libération*, les journalistes politiques sont certes caractérisés par une socialisation primaire dans un milieu familial cultivé et politisé, par un attrait pour la chose politique, par une entrée au service politique qui correspondait à leurs attentes et centres d'intérêt. Mais cet engagement est toujours doublé d'une formation professionnelle dans l'une des écoles de journalisme parmi les plus reconnues.

**En Italie**, la « nouvelle » génération entre au service politique au moment où les acteurs politiques traditionnels de la « Première République », ainsi que le système politique auquel ils sont identifiés, subissent une forte délégitimation à la suite de *Tangentopoli*<sup>16</sup>.

Mais, d'une part, la « nouvelle » génération a aussi conscience de vivre une phase historique, « un moment vraiment important pour la politique italienne », où se jouent des transformations du système politique qui ont souvent été décrites comme le passage à la « Seconde République ». Son sentiment d'être au cœur de l'histoire politique de l'Italie, au centre du « pouvoir », est en partie liée à ces transformations du champ politique qui constituent pour ces journalistes un enjeu cognitif fort consistant à comprendre vers quel système politique se dirige alors l'Italie. D'autre part, la période 1992-1994, délimitée par les débuts de l'enquête judiciaire *Mani Pulite*<sup>17</sup> d'un côté et la victoire législative de *Forza Italia* de l'autre, se caractérise par une forte augmentation du nombre de pages Politique. Les journalistes politiques interprètent cette augmentation comme un regain d'intérêt de la société civile et des lecteurs pour la politique<sup>18</sup>.

Comme au *Monde*, la nouvelle génération de journalistes politiques du *Corriere della Sera* semble moins marquée par l'engagement politique que ses aînés. Par exemple, deux des cinq « jeunes » rédacteurs sont passés par une école de journalisme. En revanche, les deux générations de journalistes politiques cohabitent au sein du service, alors qu'au *Monde* les journalistes les plus âgés ont pratiquement disparu du service politique<sup>19</sup>. « L'ancienne » se démarque par un profil plus « politique » à l'image du chef de service qui a débuté en 1972 dans « un journal très politique »<sup>20</sup>, *Voce Repubblicana*, affilié au Parti républicain, puis est devenu porte-parole du président du Conseil Giovanni Spadolini en 1981, avant de reprendre sa carrière journalistique. Contrairement au cas français, la compétence de spécialiste des « aînés », liée à une proximité entretenue aux sources, à un éventuel engagement politique ou

---

<sup>15</sup> A gauche, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *La Canard Enchaîné*, *Libération*, *L'Humanité*, *Le Matin de Paris* ; à droite, *Le Figaro*, *L'Aurore*, *France-Soir*, *Le Point*, *L'Express*.

<sup>16</sup> Littéralement, la ville des pots de vin.

<sup>17</sup> Désigne l'opération Mains Propres.

<sup>18</sup> On notera que l'élection législative de 2001 en Italie a dévoilé un processus de « re-politisation », puisque, d'un côté, la tendance abstentionniste s'est atténuée et que de l'autre, parmi les motivations du vote favorable à la coalition de centre gauche, « un effet leader contraire ou en négatif » a mobilisé une part des électeurs auparavant abstentionnistes « contre » Berlusconi (Mannheimer 2001).

<sup>19</sup> Sur les trois journalistes ayant plus de 50 ans et travaillant au service politique du *Monde* au moment de nos observations en 2001, une seule y travaille encore à l'heure actuelle.

<sup>20</sup> Entretien (novembre 2002).

à une expérience antérieure dans la presse d'opinion, est reconnue en interne, comme en témoignent leur statut et leur visibilité dans les pages du journal. Loin d'être considérés comme un contre modèle par la nouvelle génération, ils représentent l'aboutissement logique d'une carrière de journaliste politique à laquelle cette dernière peut aspirer, comme l'illustrent les références professionnelles que représentent Indro Montanelli ou encore Eugenio Scalfari dont la carrière est marquée par la superposition de la direction de journaux (le *Giornale* de 1974 à 1994 pour le premier ; la *Repubblica* de 1976 à 1996 pour le second) et d'un engagement politique affiché, voire d'un mandat politique<sup>21</sup>.

### *Distanciation à l'égard des sources politiques*

**En France**, diverses transformations sociographiques transforment le rapport que les journalistes politiques entretiennent à leurs sources, encourageant une posture de distanciation : l'augmentation du capital scolaire et la diffusion des outils et savoir-faire issus des sciences sociales, ainsi que la féminisation.

L'augmentation du capital scolaire des journalistes politiques de la « nouvelle » génération, majoritairement issus de formations en sciences humaines et sociales, favorise tout d'abord une forme de distanciation à l'égard de la politique liée à une plus grande réticence à la délégation, à la remise de soi, etc. (Ion 1997). Par exemple, si au *Monde* en 1981 le niveau d'étude des journalistes du service politique était déjà particulièrement élevé, il existait tout de même une plus grande diversité des profils qu'en 2001, ne serait-ce que parce que l'un des rédacteurs ne possédait qu'un baccalauréat. De plus, le titre universitaire « moyen » était plutôt celui de la licence, alors qu'en 2001 il s'agit plutôt de la maîtrise. Ainsi la formation des journalistes politiques du *Monde* au début des années 2000 s'est-elle uniformisée. On compte en effet une part importante de journalistes issus de l'IEP de Paris (5 journalistes en 2001, contre 3 en 1981), ainsi que d'écoles de journalisme reconnues par la profession (8 journalistes en 2001, contre 3 en 1981). On trouve aussi en 2001 des journalistes cumulant plusieurs diplômes, à l'exemple de ce rédacteur qui possède trois licences (Histoire / Economie / Information et communication) ainsi qu'une formation professionnelle à l'Institut Français de Presse, ou de ces deux rédacteurs cumulant une maîtrise universitaire (Droit) ainsi qu'un diplôme d'IEP, et pour l'un une formation au journalisme (CFJ).

Ensuite, elle leur permet de mobiliser un certain nombre de techniques et de savoirs issus de ces disciplines. La France présente une double originalité : la PQN et les newsmagazines commandent et publient un très grand nombre de sondages d'opinion ; ces derniers abordent les domaines les plus variées, ne se limitant pas aux sondages pré-électoraux. Brulé (1988) explique ainsi qu'il a fallu attendre une nouvelle génération de journalistes – Albert Du Roy, André Chambraud, Alain Duhamel, Denis Jeambar, Jean-Marie Colombani ou Eric Dupin – pour qui les sondages ont constitué une ressource leur permettant d'étayer leurs analyses. Ce sont aussi les transformations du champ politique (transformations institutionnelles et nationalisation de la vie politique, transformation du paradigme de l'opinion et de *l'épistémé* du personnel politique) qui ont favorisé l'usage régulier et intense des sondages dans les médias français à partir des années 1960 pour s'institutionnaliser par la suite (Blondiaux 1998). Cet usage médiatique des sondages a permis aux journalistes de passer d'un rôle de

---

<sup>21</sup> Indro Montanelli se déclarait « anti-communiste » et « anarcho-conservateur », ce qui lui valut d'être étiqueté comme fasciste par la gauche italienne durant les années 1970/80. Après avoir travaillé au *Corriere della Sera*, il fonda un quotidien, le *Giornale*. Eugenio Scalfari a commencé sa carrière de journaliste en collaborant, à partir de 1950, aux hebdomadaires le *Mondo* et *L'Europeo*. Il a participé à la fondation du parti radical en 1955 dont il a été secrétaire national adjoint de 1958 à 1963. De 1960 à 1963 il a été conseiller communal à Milan pour le parti socialiste. De 1968 à 1972 il a été député socialiste. Il a fondé avec Arrigo Benedetti l'hebdomadaire *L'Espresso* en 1955 qu'il a dirigé de 1960 à 1968.

simple faire-valoir (ayant une autorité fragile face à celle de l'élu du peuple) à la position du « journaliste-arbitre » convoquant « l'opinion publique » par le sondage. Darras (1998) montre ainsi que s'opère un changement de registre de légitimation. Auparavant, les journalistes puisaient leur légitimité dans leur affiliation partisane (registre du journalisme d'opinion), mais se trouvaient dans une position subordonnée à l'égard du personnel qui bénéficiait de la légitimité du suffrage universel. Désormais, par l'intermédiaire des sondages, les journalistes parlent au nom de l'opinion publique, rééquilibrant ainsi le rapport de force avec le personnel politique, et se revendiquent du registre de l'objectivité, de l'autorité de l'expert. Au total, l'usage d'outils issus des sciences sociales (comme les sondages) par les journalistes politiques ont transformé leurs repères cognitifs, de perception et d'analyse du politique.

Par ailleurs, la féminisation du journalisme politique encourage aussi une posture de distance aux sources. Fin 2001, le service politique du *Monde* compte par exemple onze femmes, soit environ 60% de l'effectif ; les « dossiers » les plus prestigieux (entre autres, L'Elysée) y sont confiés à des femmes ; et depuis janvier 2005, le chef de service et ses adjoints sont des femmes. Un *double bind* (au sens de Norbert Elias) s'exerce sur la « nouvelle » génération de journalistes politiques femmes. Elles doivent affirmer une distance au personnel politique afin de correspondre aux représentations légitimes du « bon » journaliste dans un champ journalistique tendant vers l'autonomisation, alors qu'elles travaillent dans un univers – la politique – demeurant largement dominé par les hommes et marqué par l'histoire des rapports de séduction et de l'intimité partagée entre les figures féminines les plus visibles du journalisme politique – les « pionnières » – et le personnel politique. Ce *double bind* les incite à opérer un effort de distanciation redoublé, à la fois dans la pratique quotidienne de leur travail, mais aussi dans la mise en scène et la revendication de leur distance aux sources. L'usage de l'ironie par certaines journalistes politiques femmes pour écrire sur la politique, signalant une moindre déférence à l'égard des sources politiques, peut être interprété comme relevant en partie de ce redoublement de l'effort de distanciation. Ou encore, comme un effet des dispositions féminines, par exemple une moindre fascination pour le pouvoir (Van Zoonen 1996).

**En Italie**, l'évolution du niveau de diplôme des journalistes n'est pas linéaire et subit des phases de décroissance. Pendant les années 1980<sup>22</sup>, le niveau de diplôme des nouveaux entrants sur le marché du travail journalistique a baissé. Dans cette phase marquée par une expansion des médias, le capital social, qu'il soit hérité (familial, amical) ou acquis (canal politique), est devenu une ressource d'entrée dans la profession plus décisive que le capital scolaire. Une majorité des nouveaux entrants était alors issue des classes sociales dirigeantes mais ne possédait pas le niveau de diplôme auquel leurs origines sociales les prédestinaient et trouvaient dans le journalisme une profession-refuge atténuant la perception d'un déclassement social. Une minorité des nouveaux entrants était issue de classes sociales moins favorisées, entrée pour une part grâce au canal politique (Buonanno 1988). Une telle sociographie peut s'expliquer par les modes de recrutement en vigueur dans le champ journalistique italien, même si depuis les années 1990 des changements non négligeables prennent place avec le développement des écoles de journalisme. Ainsi, la recommandation (*raccomandazione*) constituait jusqu'aux années 1990 une nécessité pour entrer dans la profession.

Quand à l'utilisation des sondages, Amaturio et Gambardella (1998) démontrent, à partir de comptages réalisés entre 1994 et 1995 (en période électorale : élections législative et européenne de 1994, régionale de 1995 ; en période de « routine » en 1995), que le nombre de sondages politiques, électoraux et sociaux/sociétaux publiés dans les pages des quotidiens

---

<sup>22</sup> Les auteurs italiens désignent cette phase, de façon quelque peu normative, comme « l'anomalie des années 1980 » (Buonanno 1988)

nationaux et des newsmagazines italiens est nettement moins important que dans d'autres pays. Le premier point de différence entre la France et l'Italie est donc d'ordre quantitatif : le recours aux sondages par les quotidiens nationaux est moins fréquent en Italie. En outre, les sondages politiques et électoraux constituent peu l'occasion pour les journalistes politiques de mettre en valeur leur capacité d'analyse. En effet, moins de 50% d'entre eux sont accompagnés et commentés par un article. Au total, moins fréquemment usités, peu valorisés, la plupart du temps non commentés ou bien de façon superficielle, les sondages semblent ne pas avoir constitué et été mobilisés par les journalistes politiques italiens comme un outil permettant de transformer leur perception de la politique, de produire des analyses en surplomb et de faire évoluer le rapport de force dans lequel ils sont pris avec le personnel politique, en somme leur conception de rôle.

Concernant la féminisation du journalisme politique italien, si l'augmentation du nombre de femmes est indéniable, elle ne s'accompagne cependant pas d'une transformation dans la répartition des compétences et dans l'accès aux fonctions de décision, aux spécialités ou aux formats d'expression les plus prestigieux. Ce qui ne signifie pas pour autant que les journalistes politiques femmes italiennes ne soient pas liées par un même *double bind* que leurs consœurs françaises. Le champ politique italien est en effet, lui aussi, dominé par les hommes et quelques grandes signatures féminines du journalisme politique partagent leur intimité avec un homme politique, à l'instar de Barbara Palombelli, mariée au maire de Rome, Francesco Rutelli. Toutefois, la multipositionnalité des journalistes est plus fréquente en Italie qu'en France, ce qui traduit une plus grande tolérance sociale au cumul des rôles. On suppose alors que les journalistes politiques femmes perçoivent dans une moindre mesure la tension contradictoire dans laquelle sont prises leurs homologues françaises. De plus, la discrimination qui s'exerce entre les hommes et les femmes dans la division du travail au service politique du *Corriere della Sera*, par exemple, limite leur latitude d'innovation car la majorité d'entre elles a accès essentiellement aux formats d'expression les plus proches de l'information « brute » que de l'analyse.

### *Désinvestissement psychique à l'égard du journalisme politique*

Les évolutions de la place et du statut du journalisme politique dans les rédactions de la PQN depuis une vingtaine d'années jouent sur l'investissement psychique des journalistes politiques à l'égard de leur spécialité. En France, le service politique devient un service parmi d'autres alors qu'il disposait, en tant que service « noble », d'un statut à part auquel était associée une série de prérogatives. La visibilité de sa rubrique, l'autonomie décisionnelle de son service ou encore la fonction de commentateurs et d'analystes politiques de ses journalistes sont mises à mal. Ces évolutions objectives sont renforcées par la représentation médiatique diffuse d'une « crise politique ». Les journalistes politiques ont alors tendance à considérer que leur activité compte moins, qu'elle ne soulève plus d'enjeux importants. Ils présentent leur entrée au service politique comme un pur hasard ou une opportunité, celle-ci ne constitue plus une fin en soi ou un tremplin vers des fonctions hiérarchiques, comme il y a une vingtaine d'années – « *Avant, être journaliste politique c'était quand même la voie royale pour accéder au pouvoir dans les journaux* »<sup>50</sup> – mais un simple passage dans un service comparable aux autres. Ce n'est pas le cas en Italie où le secteur politique joue encore un rôle d'ascenseur social fort à l'intérieur des rédactions et continue de conférer un ensemble d'avantages à ses journalistes.

Ainsi, la politique perd de sa valeur d'information (*newsworthiness*), ce qui s'incarne dans la diminution de la superficie qui lui est consacrée dans les pages des quotidiens français, alors

qu'on observe le mouvement inverse en Italie<sup>23</sup>. Pour *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, la pagination moyenne de la rubrique Politique passe en effet de 8,9% du journal en 1981 à 7,7% en 2002, soit une diminution d'environ 1/7. Pour le *Corriere della Sera*, la *Repubblica* et la *Stampa*, la proportion de pages dédiées à la rubrique Politique passe de 8% à 12% du journal, soit une progression d'un quart. En France, la concurrence accrue entre rubriques et leur multiplication nuisent à la visibilité de l'information politique qui présente une rentabilité en termes de prestige (*non revenue goal* ou *prestige goal*, Tunstall 1971), au profit des rubriques supposées attractives auprès du lectorat ou des annonceurs (*circulation goal* et *advertising goal*, Tunstall 1971). Les pages France du *Monde* perdent par exemple deux places dans le classement des rubriques les mieux dotées en superficie, arrivant désormais après Aujourd'hui et Horizons<sup>24</sup>. En revanche, en Italie les premières pages dé-rubriquées des quotidiens (à l'instar des pages Événement de *Libération*) offrent aux journalistes politiques des possibilités démultipliées d'analyse et de commentaire sur des sujets variés sortant d'une définition étroite de la politique. Ce gain est possible parce que la ligne éditoriale des journaux tient pour nécessaire une lecture politique des événements (de tous types).

Ensuite, la centralisation décisionnelle que connaît un quotidien comme *Le Monde* depuis le milieu des années 1990 et l'arrivée de Jean-Marie Colombani à la tête du journal a fortement réduit l'autonomie dont bénéficiait le service politique dans ses choix rédactionnels. Cette centralisation a été renforcée par les modalités de gestion du personnel. En favorisant le rajeunissement des rédacteurs et des chefs de service, en encourageant les départs à la retraite et en promouvant la rotation des journalistes entre rubriques, celles-ci ont remis en cause une figure traditionnelle du *Monde*, celle du rubricard spécialiste dont l'autorité était fondée entre autres sur la longévité de son expérience en tant que journaliste politique. Si cette centralisation décisionnelle a toujours été forte dans les quotidiens italiens où le directeur du journal reste une figure de poids dans l'élaboration de la ligne éditoriale et rédactionnelle, l'autonomie des journalistes politiques « à statut » (éditorialistes-*opinionisti*, envoyés spéciaux-*inviati*) – qui, contrairement à la PQN française où ils ont pratiquement disparu, restent une référence dans la rédaction, ne serait-ce que par leur poids numérique – demeure

---

<sup>23</sup> Nous avons travaillé sur les numéros du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro*, de *Corriere della Sera*, de la *Repubblica* et de la *Stampa* des mois de novembre 1981 et 2002.

Pour des questions de faisabilité, nous avons restreint notre étude à un mois par journal, tout en prenant soin du choix de la date car les comptages sur une période courte peuvent être biaisés par des effets de conjoncture. D'une part le mois de novembre correspond dans les deux pays au vote de la loi de finances à l'Assemblée nationale, événement prévu et « obligé » de l'agenda des journalistes politiques ; et, dans le cas français, nos corpus se situent tous deux au mois de novembre suivant une élection présidentielle. D'autre part, nous n'avons pas retenu les périodes caractérisées par des événements qualifiés d'« accidents » dans la typologie de Lester et Molotch (1996) mais par des « événements de routine », les premiers tendant à focaliser l'attention des journaux. Ainsi avons-nous exclu la fin d'année 2001 du fait des attentats du *World Trade Center*. Toutefois, sur le corpus italien, nous avons gardé le mois de novembre 2002 bien qu'il ait été marqué par deux « accidents », à savoir l'écroulement d'une école à San Giuliano Pugliese suite à un tremblement de terre et les intempéries. Ce choix par défaut s'est imposé après étude des autres mois de la fin de l'année 2002 susceptibles substituer le mois de novembre. En effet, les mois de septembre et décembre sont peu pertinents pour la rubrique politique puisque, dans le premier cas, la rentrée parlementaire n'a pas encore eu lieu et, dans le second cas, la période de fin d'année donne lieu à une série de « marronniers » (le bilan de l'introduction de l'euro, les fêtes de fin d'années, etc.) ; quant au mois d'octobre, il présente les mêmes caractéristiques que le mois de novembre (attentat à Bali, prise d'otages en Russie, Etna en éruption, etc.). L'analyse a tenu compte des effets liés à cette conjoncture favorable à la rubrique Société.

Nous n'avons retenu dans nos comptages que les pages réalisées par le service politique et répertoriées comme telles dans le journal sous divers titres (Politique, France, etc.). Pour le *Corriere della Sera*, la difficulté d'identification des pages politiques en l'absence de rubricage fixe a été contournée en repérant les signatures des journalistes politiques. Cette procédure a fait émerger des pages mixtes, écrites par différents services, dont le service politique.

<sup>24</sup> Aujourd'hui couvre les sujets liés à la science, la médecine, etc., et Horizons, à sa manière, répond à une logique commerciale adaptée à un journal dit « intellectuel » en faisant office de « vitrine » du *Monde*.

importante. Ils négocient directement avec le directeur du journal ou la rédaction en chef les articles qu'ils désirent produire, conservant ainsi une capacité de proposition ; ils s'expriment dans des formats parmi les plus prestigieux et accèdent à des espaces valorisés dans les pages (éditoriaux en « une » ou dans les premières pages dé-rubriquées, chroniques personnalisées, etc.) ; ils ne sont soumis à aucune contrainte de productivité et ne sont pas tenus de suivre l'actualité politique au quotidien.

Enfin, une troisième prérogative traditionnelle du journalisme politique est mise à mal en France. Progressivement, les journalistes politiques se voient dépossédés de leur fonction d'« expert critique » (Padioleau 1976, 1985) de la vie politique au profit d'intervenants extérieurs. Si la « montée » de l'expertise externe depuis les années 1990 est tout aussi forte en Italie, elle n'aboutit pour autant pas à une externalisation de la fonction du commentaire et de l'analyse. En effet, dans chacun des deux pays, le recours aux intervenants extérieurs ne correspond pas aux mêmes objectifs. En France, à partir des années 1980, les tribunes et les points de vue disparaissent des pages Politique des quotidiens nationaux, pour être publiés dans des espaces spécifiques consacrés aux paroles extérieures comme « Débats et Opinions » au *Figaro*, « Rebonds » à *Libération* à partir de 1988, ou « Horizons-Débats » au *Monde* à partir de 1989. Cette délimitation formelle révèle la volonté de séparer les faits des commentaires. La presse quotidienne française, en signalant ainsi les intervenants extérieurs (signalement doublé d'un descriptif du statut, de la fonction, du titre de l'intervenant) et en ouvrant de façon assez importante ses pages à des signatures extérieures, d'une part, démarque le journal des opinions qui y sont exprimées et, d'autre part, organise le débat d'opinion suivant un principe d'objectivité formelle, celui du débat contradictoire. En Italie, il ne s'agit pas de désolidariser le journal de toute forme de parti pris. Au contraire, l'intervenant extérieur épouse la ligne éditoriale du journal et ce dernier assume l'opinion exprimée dans les textes qu'il publie. C'est pourquoi les articles écrits par des intervenants extérieurs sont rarement signalés formellement, que ce soit par leur emplacement<sup>25</sup>, ou par l'indication du statut de non-journaliste de leur auteur. Il ne s'agit pas non plus d'offrir au lecteur une multiplicité de points de vue sur tel ou tel débat, mais de donner à lire une ligne uniforme, homogène. C'est ce qui explique pourquoi le nombre d'intervenants « réguliers » est beaucoup plus important en Italie qu'en France (Lettieri 2002). Ces intervenants entretiennent des rapports étroits avec le directeur du journal, avec qui ils négocient directement la publication des articles, ce qui renforce la concordance entre l'opinion exprimée dans l'article et la ligne éditoriale.

Au total, en empruntant aux analyses de Gaxie (2001) à propos des critiques ordinaires de la politique, on peut avancer l'idée que la « nouvelle » génération de journalistes politiques français se retrouverait parmi les tenants d'une « critique politisée » entretenant un rapport désenchanté à la politique, tandis que son homologue italienne s'inscrirait davantage dans un processus « d'immunisation contre l'humeur critique » et entretiendrait plutôt un rapport « ré-enchanté » à la politique. En effet, dans le cas italien, trois des facteurs explicatifs de la forme « d'antipolitisme » que l'on trouve chez les journalistes politiques français sont absents. Le premier est la division du travail politique qui contribue à délimiter la corporation politique, à en faire un univers distinct. Le champ politique italien est en effet marqué par un processus de dé-professionnalisation comme le signale le « retour des notables » parmi les députés à partir de la moitié des années 1990 et la proportion non négligeable de journalistes exerçant un mandat politique. En outre, la porosité des univers sociaux caractérise l'Italie. Le deuxième facteur est l'expression de souffrances sociales qui viennent renforcer l'insatisfaction à l'égard des attentes politiques. En effet, les journalistes politiques italiens ne subissent pas un

---

<sup>25</sup> Seule la *Repubblica* possède un espace central intitulé « *Commenti* ».

déclassement au sein des rédactions de la PQN comparable à celui des journalistes politiques français dont les prérogatives traditionnelles sont sans exception mises à mal. Le troisième facteur est l'augmentation des ressources et des dispositions permettant d'exercer un contrôle critique étroit sur le personnel politique. Ainsi, le capital scolaire des journalistes italiens n'augmente pas de façon linéaire au cours du temps. Les années 1980 correspondent ainsi à l'entrée de journalistes ayant un niveau de diplôme moins élevé que leurs aînés, s'appuyant sur leur capital social hérité (familial, amical) ou acquis (canal politique).

### ***Pratiques d'écriture et stratégies de mise à distance***

Afin de ne pas se limiter aux seules représentations et discours journalistiques, il faut comprendre dans quelle mesure l'exigence professionnelle d'autonomisation des journalistes politiques à l'égard de leurs sources transforme leurs pratiques de travail quotidiennes. Il s'agit toutefois ici de se restreindre à l'analyse des pratiques d'écriture. Celles-ci révèlent des stratégies différenciées de mise à distance chez les journalistes politiques français et italiens. Tandis que les premiers délaissent progressivement une lecture en surplomb de la vie politique pour en offrir une vision plus cynique, leurs homologues italiens adoptent une posture mixte qui conserve une large place au commentaire et à l'analyse politiques.

### ***Rhétorique de l'expertise critique***

L'expression d'une distanciation à l'égard des acteurs politiques dans l'écriture de l'information politique n'est pas nouvelle. Au début des années 1980, Padioleau (1976) mettait en évidence une rhétorique<sup>26</sup> journalistique dominante au *Monde*, celle de l'expertise critique. Elle s'incarnait dans une forme textuelle en particulier, celle de l'exposé. L'exposé consistait en un « *assemblage synthétique des dépêches d'agence, un rappel de données, l'introduction des connaissances tacites ou réflexives et des commentaires des rédacteurs spécialistes* » (Padioleau 1976, p. 92). Il se distinguait du journalisme d'opinion car l'expression de jugements se faisait sur la base d'une argumentation documentée et d'une compétence de spécialiste. Plus tard, Neveu (1993) a mis en évidence une autre forme textuelle que l'on peut aussi associer à la rhétorique de l'expertise critique, celle de l'analyse stratégique. Celle-ci se distinguait de l'exposé par sa dimension de « démontage » ou de décryptage des stratégies politiques. Plus précisément, elle présentait quatre caractéristiques principales. Elle utilisait un vocabulaire concret, souvent imagé. Elle traduisait les tactiques des acteurs politiques, leurs arrière-pensées, prenait position sur leur habileté, leurs atouts, statuait sur les conditions de succès de telle ou telle stratégie. Elle s'appuyait sur la mémoire politique du journaliste, sa capacité à resituer les événements dans le temps long, à les mettre en perspective, à éclairer le présent par le passé. Enfin, elle était mobilisée par des journalistes occupant des positions dominantes dans l'espace des rédactions (chefs de service, etc.). Au total, l'exposé et l'analyse stratégique proposaient une lecture en surplomb de la vie politique, qui visait à une hauteur de vue sur les événements politiques et à leur mise en perspective. La rhétorique de l'expertise critique correspondait ainsi à une « stratégie du transfert de conviction » (Lochard, 1996) quant à la façon dont il fallait percevoir et appréhender le monde politique. En Italie, les formes textuelles correspondant à une rhétorique de l'expertise critique sont celles de la note politique (*nota politica*), chronique personnalisée d'analyse de l'actualité la plus « importante », et de l'article d'opinion (*pezzo dell'opinista*), sorte

---

<sup>26</sup> Le concept de rhétorique tel que le définit Padioleau désigne non seulement des procédures d'écriture, mais aussi des représentations et des pratiques journalistiques inscrites dans un rapport de force entre groupes de journalistes. C'est à cette définition que nous nous référons quand nous parlons de rhétorique.

d'éditorial ayant notamment plusieurs espaces réservés en « une » et écrit par des *opinionisti* (ceux qui font part de leur opinion).

Toutefois, cette forme de mise à distance à l'égard des sources politiques est largement délaissée dans les pages Politique des quotidiens nationaux français depuis une quinzaine d'années. On l'a vu précédemment, le commentaire et l'analyse politiques sont quasiment exclus des rubriques Politique des journaux pour n'apparaître que sporadiquement dans les pages de débats et d'analyses où elles ne sont que rarement confiées à des journalistes politiques et, si c'est le cas, aux seuls membres de la « chefferie »<sup>27</sup>. *A contrario*, en Italie ces formats restent fortement valorisés par leur emplacement dans le journal (en « une », dans les premières pages dé-rubriquées, sous forme de chroniques personnalisées, etc.) et sont mobilisés quotidiennement par les journalistes politiques « à statut » (*opinionisti*-éditorialistes, *inviati*-grands reporters).

A partir des années 1990, en France comme en Italie, de nouvelles formes textuelles (le récit politique ou le *retroscena*, les anecdotes politiques, le décryptage de la communication politique) mettent en scène une forme inédite de distance des journalistes politiques à leurs sources qui se distingue de la lecture en surplomb proposée par l'exposé et l'analyse stratégique ou encore la *nota politica*. Elles combinent deux formes de mise à distance. La première propose une lecture objectivante ou utilitariste de la politique, où les actions politiques sont analysées comme des coups tactiques, des logiques de carrières, des stratégies médiatiques. De sorte que les journalistes privilégient un cadrage de l'information politique en termes de *politics* plutôt que de *policy*. On se situe ici dans une logique d'*adversarial journalism*, qui analyse la politique en termes de stratégies de pouvoir et se focalise sur les affrontements personnels. La deuxième offre une lecture désacralisante ou dé-singularisante de la politique, où celle-ci est montrée « par le petit bout de la lorgnette » ; les effets de personnalisation et de psychologisation, d'ironie et d'empathie mettent en scène des acteurs politiques comme des personnes parmi d'autres. Au total, ces formes textuelles proposent une vision désacralisée et désacralisante de l'univers politique combinée à une lecture objectivante des règles du jeu et de la compétition politiques. Elles correspondent à une rhétorique du cynisme<sup>28</sup> et à une stratégie de dévoilement des coulisses de la politique.

Nous ne donnerons qu'une définition brève des formes textuelles de l'anecdote politique et du décryptage de la communication politique, pour nous pencher plus longuement sur celles du récit politique et du *retroscena*. La première raconte, à travers un format court, des faits anecdotiques ou décalés de la vie politique, des à-côtés sous forme d'histoires (à l'instar des « ventres », articles placés au centre de la « une » du *Monde*). La deuxième révèle les coups médiatiques des élus et, par là, cherche à signifier au lecteur que le journaliste n'est pas dupe des stratégies médiatiques des sources<sup>29</sup>.

### *Récit politique et retroscena*

**En France**, les premiers récits politiques apparaissent dans les années 1970 dans la presse dite commerciale, à *France-Soir* par exemple. Mais cette pratique se systématisait à l'initiative des quotidiens créés dans les années 1970, comme *Le Quotidien de Paris*, *Le Matin de Paris* ou encore *Libération*, s'imposant au *Monde* et au *Figaro* dans les années 1990. C'est au cours

---

<sup>27</sup> Désigne le chef de service et ses adjoints.

<sup>28</sup> Le terme cynisme tel que nous l'employons n'a pas de connotation morale. Il désigne un mépris des conventions sociales, de l'opinion publique, des idées reçues, généralement fondé sur le refus de l'hypocrisie et/ou sur le désabusement, souvent avec une intention de provocation. Il signifie par extension affectation d'impudence, c'est-à-dire une attitude volontairement offensante, effrontée, ou contraire à la bienséance.

<sup>29</sup> Le décryptage de la communication politique se différencie de l'analyse stratégique en ce qu'il met en scène le média lui-même et les interactions entre les journalistes et le personnel politique. Voir Esser, Reinemann et Fan, 2001.

des années 1980 que le service politique de *Libération* commence à publier des récits politiques qui racontent les coulisses de la politique « comme si le lecteur y était » dans des articles collectifs signés par le service politique. Si *Libération* et des journalistes comme Françoise Berger sont pionniers dans l'usage du récit, le format est ensuite adopté par d'autres, notamment au *Monde* à l'occasion des élections présidentielle et législative de 1995, tout d'abord par Jean-Yves Lhomeau (qui venait précisément de *Libération*), puis par Pascale Robert-Diard. Au *Figaro*, ce sont Christine Clerc et Eric Zemmour qui se distinguent dans l'usage de ce format d'expression. Les périodes électorales sont particulièrement propices au récit politique.

Si le récit politique ne se détache pas d'une définition institutionnelle de la politique par le choix du contexte événementiel dans lequel il inscrit sa démarche, il propose un certain nombre d'innovations aussi bien par ses modes de collecte de l'information que par son contenu et ses modalités discursives, pour produire au final une représentation de la politique à la fois cynique et distanciée. Le récit politique nécessite tout d'abord un travail de collecte collectif, qui implique une signature commune de l'article, démarche peu évidente dans un univers professionnel où la signature individuelle est la condition de visibilité interne et externe des journalistes. C'est aussi un travail de terrain, un journalisme « debout », assimilable aux conditions du reportage. Le récit politique implique une forte interconnaissance entre les journalistes politiques et leurs sources, une certaine familiarité qui permettent de recueillir une série d'anecdotes, des détails « à côté » de l'événement politique principal. Les anecdotes, les histoires, les échos, les bavardages, ne peuvent en effet ressortir que de moments partagés, d'un côtoiement prolongé, d'une fréquentation régulière entre le rubricard et les acteurs politiques. Le journaliste met en scène, ne serait-ce qu'en pointillés, les situations d'interactions avec le personnel politique, pour mieux faire partager au lecteur les secrets du pouvoir, lui faire pénétrer les coulisses de la politique.

Le récit politique nécessite une capacité à transmettre une atmosphère, à portraiturer des personnages, à mettre en scène des dialogues, à « les faire vivre »<sup>30</sup>, en somme à faire de la « couleur », comme on dit dans le jargon journalistique. Le mode narratif du récit rompt avec « ce formalisme de style », dénoncé par une journaliste politique reconnue pour ses qualités d'écriture. Il véhicule certaines représentations de la politique, tout d'abord en la personnalisant, ensuite en accentuant les logiques de la compétition individuelle pour le pouvoir. Les journalistes opèrent donc, à travers le récit politique, un changement de « référentiel » (au sens de Jakobson)<sup>31</sup>. Le cadrage de l'information effectué dans le récit politique relève d'un double registre d'empathie et d'ironie, de fascination et de répulsion : les acteurs politiques sont à la fois plus proches (des hommes comme les autres) et montrés dans des situations malaisées, parfois ridicules. Dans le schéma des six fonctions de la communication élaboré par Jakobson (1963), les journalistes recourent ainsi à la fonction expressive ou émotive : à travers l'ironie par exemple, ils transmettent une émotion, celle de leur distance, ne se limitant pas à l'aspect cognitif du langage pour l'exprimer.

Les propriétés sociales des rédacteurs chargés de la rédaction finale des récits ne sont pas anodines. Les journalistes reconnus par leurs confrères comme ayant excellé dans l'écriture de récits politiques sont en effet souvent des femmes : Françoise Berger, Marie Guichoux, Judith Perrignon à *Libération* ; Pascale Robert-Diard, Ariane Chemin au *Monde* ; Christine Clerc au *Figaro*.

« [Les femmes] ont beaucoup décoincé le genre [i.e. le journalisme politique], oui, beaucoup. [...] Quand je dis décoincé le genre, je pense qu'avant il y avait un côté : on est

---

<sup>30</sup> Entretien (novembre 2003).

<sup>31</sup> Le référentiel désigne la « troisième personne » dans le modèle traditionnel du langage, qui n'est ni le destinataire et ni le destinataire, mais le « quelqu'un » ou le « quelque chose » dont on parle.

*entre messieurs et on parle sérieusement de choses sérieuses et on ne dépasse pas les bornes de... [inaudible] Très idiot, mais en fait c'était : 'Monsieur le député a dit que, et disant que...' Je pense que, oui, elles ont débridé les choses, elles ont apporté de l'émotion, de la fantaisie, oui. [...] Parce que par exemple je pense ici à une journaliste politique qui faisait des trucs géniaux, qui s'appelait Françoise Berger, et qui faisait, c'était à l'époque où j'étais au service politique, et elle faisait beaucoup de papiers extrêmement drôles sur les coulisses. Il y a eu à partir de ce moment-là une espèce de mise en scène du théâtre de la politique. Je n'espère pas me tromper, mais il me semble qui n'était pas tellement faite par les hommes. Qui est peut-être liée, je sais pas quoi... en tout cas il y avait une sorte d'observation de la vie politique, peut-être parce que les femmes entraient moins dans l'envie d'en découdre sur les idées. Ça ne veut pas dire qu'elles n'étaient pas du tout dans le fond, c'est pas du tout ce que je veux dire, elles y étaient, mais il y avait un goût pour l'observation du théâtre politique. [...] Je pense que ça a introduit aussi plus de l'individu, de l'homme politique-individu. Elle [Françoise Berger] mettait en scène Chirac, des scénettes au cours de la campagne, qui finalement, mises côte à côte, faisaient se dessiner un portrait. Ce n'est pas que des anecdotes, mais ce que ces anecdotes révélaient au fur et à mesure du bonhomme. Oui, il y a eu peut-être un peu plus de psychologie qui rentrait, des choses comme ça. »<sup>32</sup>*

Les valeurs journalistiques « féminines » (Van Zoonen 1996) favorisent en effet un traitement de l'information politique à la fois plus personnalisé (plus attentif aux personnages, aux traits psychologiques ; avec un goût prononcé pour une écriture narrative) et plus distancié (en appelant à l'humour, à l'ironie, à la dérision ; attentif aux scènes cocasses, anecdotiques). On l'a vu précédemment, ce mode de traitement plus irrévérent est aussi le produit du *double bind* qui s'exerce sur les femmes journalistes politiques. De plus, la répartition genrée des compétences au sein des rédactionx, en attribuant tendanciellement aux femmes des spécialités dominées, moins légitimes, leur a permis de renouveler le genre alors considéré comme mineur du reportage en politique : « Bah moi je me souviens qu'ici, très vite, ses papiers ça a été, tout le monde parlait d'elle, tout le monde riait du papier de Françoise [Berger]. Alors bon les messieurs de la politique, ou les messieurs journalistes de la politique continuaient à trouver ça génial mais ne se sentaient pas menacés, oui je pense qu'il y avait, c'était un succès, mais peut-être que dans leur esprit ça restait un genre mineur. Parce qu'ils en riaient, sacrément. Moi je me souviens du chef de service politique, chaque fois qu'il relisait ses papiers, c'était, il y avait un vrai plaisir. »<sup>33</sup>

Au-delà de la féminisation du journalisme politique, plusieurs autres hypothèses, que nous ne développerons pas ici, peuvent être avancées pour expliquer l'usage du récit dans les pages Politique des quotidiens nationaux. Tout d'abord, on peut supposer une convergence de ces nouveaux formats avec les attentes commerciales des directions de journaux (psychologisation, personnalisation). Ensuite, la plus grande accessibilité du personnel politique et le développement de la communication politique ont démultiplié les informations à disposition des journalistes. Enfin, on observe des intérêts partagés entre les journalistes et le personnel politiques pour la promotion de récits à tendance biographique ou psychologisante (Le Bart, 2005), celle-ci s'inscrivant dans un processus de « privatisation » de la vie politique (Neveu, 2003).

L'équivalent italien du récit politique se dénomme le *retrocena*<sup>34</sup>. Le *retrocena* des origines, que Guido Quaranta, alors journaliste au newsmagazine *Panorama*, puis à *L'Espresso*, a contribué à faire émerger à partir de la moitié des années 1970, pousse la logique du

<sup>32</sup> Entretien (octobre 2005 en coll. Avec Béatrice Damian).

<sup>33</sup> *Idem.*

<sup>34</sup> Les coulisses ou, au sens figuré, les dessous.

dévoilement plus loin que ne le fait le récit politique à la française. Ce dernier est élaboré à partir de bribes d'informations informelles de toutes sortes, observations, déclarations, anecdotes ; les journalistes travaillent à visage découvert, dans des lieux auxquels ils ont officiellement accès, parlent à des acteurs politiques qui connaissent leur identité de journaliste. Guido Quaranta, lui, « volait » l'information, dans une logique jusqu'au-boutiste de l'enquête de terrain. De multiples anecdotes divertissantes sont rattachées à cette signature du journalisme politique, connu pour s'être caché dans un placard de la salle du Conseil démocrate-chrétien. Il raconte lui-même : « *Il fallait découvrir où, quand, comment, à quelle heure [se déplaçait un homme politique], à travers par exemple le chauffeur d'un homme politique, chauffeur de ministre, ou quelqu'un qui était l'ami d'un chauffeur : 'Aujourd'hui le ministre va à tel endroit'. Alors je lui courrais après [...] je me cachais sous les tables, je mettais un faux nez, je m'habillais en chauffeur, je faisais semblant d'être un employé de la chambre des députés* »<sup>35</sup>. Guido Quaranta est ainsi devenu « *une petite légende de palais* », de sorte que Giulio Andreotti [ancien président du Conseil socialiste] demandait pour plaisanter : « *Quaranta ne serait pas par hasard caché sous la table ?* »<sup>36</sup>. Violant la règle journalistique qui veut qu'on ne mette pas en scène dans un article le travail du journaliste, le magazine *Panorama* avait créé une rubrique intitulée « Cette semaine » ou bien « Derrière les informations » qui racontait les efforts de Guido Quaranta pour obtenir des informations. A l'origine, le *retroscena* était avant tout un journalisme « debout », utilisant des modes de collecte propres aux journalistes des Informations générales (*Cronaca*) plutôt qu'aux journalistes politiques.

Ce format journalistique, qui était au départ l'apanage des newsmagazines, s'est diffusé dans la presse quotidienne où, au début des années 2000, il fait partie des « incontournables » dans la composition d'une page Politique, par contraste avec la France où le récit politique est essentiellement utilisé en période électorale. En outre, le *retroscena* n'est pas un article collectif, mais est le fait de signatures renommées de la presse magazine et de la PQN. Les grandes signatures du *retroscena* sont essentiellement des hommes, Guido Quaranta, Augusto Minzolini à la *Stampa*, ou encore Francesco Verderami au *Corriere della Sera*. Détenteurs du prestigieux titre de journaliste parlementaire, ils ont accès libre à la chambre des députés et travaillent essentiellement à partir des couloirs de cette institution, ainsi qu'au téléphone avec leurs interlocuteurs privilégiés. Le récit politique et le *retroscena* ne requièrent pas tout à fait les mêmes compétences journalistiques puisque le premier fait appel plutôt à des dispositions « féminines » et le second à des dispositions « masculines ». En effet, le récit politique, en faisant la part belle aux descriptions, aux traits psychologiques des personnages et aux dialogues, nécessite une posture d'écoute, une capacité d'observation. Le *retroscena*, lui, se fonde, à l'origine, plutôt sur une pratique proche de celle du détective ou de l'enquêteur et, par la suite, sur le maniement d'un métadiscours, sur une posture d'analyste.

La réalité recouverte par le terme *retroscena* s'est en effet modifiée au cours du temps, notamment sous l'effet des pratiques d'Augusto Minzolini. Un néologisme apparaît en 1995, *minzolinismo*, pour désigner « *une forme de journalisme se basant sur le recueil de déclarations politiques, parfois informelles, sans aucune vérification des affirmations ainsi collectées* »<sup>37</sup>. Le *retroscena* perd son assise de journalisme « debout » pour se fonder essentiellement sur des indiscretions, des rumeurs (*pettegolezzi / gossip*), « *des répliques volées derrière une porte, dans un ascenseur* »<sup>38</sup>. Les journalistes sont soupçonnés d'inventer les scènes qu'ils décrivent comme s'ils y avaient assisté. L'article de *retroscena* a pour

<sup>35</sup> Entretien (novembre 2002).

<sup>36</sup> Entretien (avril 2004).

<sup>37</sup> Michele A. Cortelazzo (a cura di), *Annali del Lessico Contemporaneo Italiano. Neologismi 1995*, Padova, Esedra, 1996.

<sup>38</sup> Entretien (avril 2004).

caractéristique de ne pas citer ses sources, de s'appuyer sur les déclarations de « l'entourage », de ne pas préciser la fonction ou le statut des acteurs politiques dont il parle.

Tableau 1 : Définition du récit politique et du *retroscena* : similitudes et spécificités

|                                   |                        | Récit politique   | <i>Retroscena</i>   |
|-----------------------------------|------------------------|---|---|
| Modes de recueil des informations | Journalistes :         | <ul style="list-style-type: none"> <li>•En majorité des femmes</li> <li>•Issues de spécialités du journalisme politique parmi les moins cotées</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>•En majorité des hommes</li> <li>•Au statut prestigieux (possédant la carte de journaliste parlementaire)</li> </ul> |
|                                   | Relation aux sources : | <ul style="list-style-type: none"> <li>•Proximité, entegent, familiarité</li> <li>•Posture d'écoute ; sens de la psychologie</li> </ul>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>•Proximité (éventuellement partisane), entegent, familiarité</li> <li>•Posture de détective, d'enquêteur</li> </ul>  |
|                                   | Signature :            | •Collective   | •Individuelle   |
| Stratégies discursives            |                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>•Témoignage</li> <li>•Cadrage de la politique comme un jeu</li> <li>•Ironie</li> </ul>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>•Démonstration, dissertation</li> <li>•Cadrage de la politique comme un jeu</li> </ul>                               |
| Visée communicationnelle          |                        | •Dévoilement  | •« Transfert de conviction »  |
| Rhétorique dominante              |                        | •Cynisme  | •Surplomb   |

En bref, si le récit politique et le *retroscena* ont en commun une même stratégie de dévoilement des « dessous » de la politique, le premier offre des innovations rédactionnelles telles que la signature collective qui limite le pouvoir de coercition individuelle des sources, un intérêt pour les acteurs politiques de second plan, une traduction sensible de la politique à travers sa personnalisation ; le second reste largement empreint d'un discours auto-référentiel, d'un rapport de fascination au pouvoir, d'un cadre d'analyse exclusivement axé sur le jeu et la stratégie politique. On observe donc une variation dans le niveau d'ouverture des articles, dans leur lisibilité pour un lectorat profane : dans le récit politique, le journaliste s'extrait en partie des principes de vision et de division du monde propre au personnel politique pour apporter une représentation du monde politique moins ésotérique. Ces différences sont à mettre en lien avec le rapport différent qu'entretiennent les journalistes français et italiens à la politique : désenchanté chez les premiers, ré-enchanté chez les seconds.

Nous concluons sur deux points. D'une part, nous discuterons des transformations divergentes des relations entre journalisme politique et sphère politique en France et en Italie. D'autre part, nous mettrons en évidence les limites d'une autonomisation du journalisme à l'égard du champ politique en France.

*Evolutions divergentes dans le processus d'autonomisation du journalisme à l'égard du champ politique en France et en Italie*

Une interpénétration des mondes politique et journalistique plus forte, un rapport des journalistes au politique moins enclin au désenchantement, des pratiques d'écriture de l'information politique proposant une lecture moins cynique et plus auto-référentielle en Italie

par rapport à la France... la comparaison des transformations récentes du journalisme politique dans les deux pays montre des divergences nettes entre les deux pays dans le degré d'autonomisation du champ journalistique au champ politique. Ce constat est d'autant plus remarquable que la France et l'Italie sont généralement classées dans un même idéal-type dans les typologies de systèmes médiatiques. Hallin et Mancini (2004) parlent ainsi de modèle « méditerranéen » ou « pluraliste-polarisé » qui regroupe la France et l'Italie, ainsi que l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Ces pays partagent un ensemble de caractéristiques concernant les liens structurels et historiques entre journalisme et système politique : une presse élitiste à la diffusion relativement faible et un poids important des médias audiovisuels ; le développement tardif de la liberté de presse et de l'industrie commerciale ; le poids économique faible des journaux qui sont souvent subventionnés ; une presse caractérisée par un intérêt fort pour la politique et par une tradition de journalisme partisan et de commentaire ; une instrumentalisation des médias par le gouvernement, les partis politiques et les industriels ayant des liens politiques ; une professionnalisation du journalisme inaboutie ; un rôle important joué par l'Etat comme propriétaire, régulateur et financeur des médias ; et, dans la plupart de ces pays, une transition rapide de la télévision d'Etat à la télévision commerciale, selon un processus de dérégulation sauvage. Bien que la France fasse figure de cas limite dans ce modèle puisqu'elle présente un certain nombre de différences avec les autres pays, ses points communs avec l'Italie, si l'on considère les relations entre journalisme et politique depuis les origines de la presse, sont indéniables. Notre étude de cas vient donc, non pas remettre en cause la typologie formulée par Hallin et Mancini, mais plutôt discuter l'idée d'une convergence des systèmes d'information journalistique européens. En effet, la parution récente d'ouvrages sur la comparaison de la communication politique, des médias et du journalisme a ouvert un débat autour de l'homogénéisation des journalismes en Europe. Hallin et Mancini se font les tenants d'une hypothèse d'*américanisation* selon laquelle les systèmes médiatiques en Europe de l'Ouest convergeraient vers le modèle d'Amérique du Nord – ou « libéral » – dont les Etats-Unis incarneraient la forme la plus « pure ». *A contrario*, Esser et Pfetsch (2004) posent l'hypothèse d'une *hybridation* selon laquelle l'importation du modèle nord-américain de journalisme rencontrerait des résistances et des permanences dans les différents contextes politiques nationaux, de sorte qu'il se trouverait plus souvent adapté que simplement transposé. Au regard de notre étude de cas, plusieurs conclusions peuvent être tirées. Si l'on part du cadre d'analyse proposé par Hallin et Mancini, le cas français confirme l'hypothèse de convergence vers le modèle dominant d'Amérique du Nord, l'Italie faisant figure de cas exceptionnel. Si l'on part du cadre d'analyse proposé par Esser et Pfetsch, les contrastes importants observés entre deux pays appartenant au même modèle de journalisme contredisent l'idée d'une convergence des journalismes en Europe et le cas italien vient confirmer l'idée d'hybridation.

### *Les limites d'une autonomisation du journalisme à l'égard du champ politique en France*

On a mis en évidence deux processus distincts et complémentaires d'autonomisation du journalisme à l'égard du champ politique, celle-ci étant relativement forte en France (par rapport à l'Italie). Dans les années 1970/80, une première phase dans ce processus d'autonomisation prend la forme d'un désengagement militant des quotidiens nationaux qui se désolidarisent des positions de parti qu'ils avaient soutenues jusque-là. La presse d'opinion non seulement décline mais représente désormais un modèle de journalisme stigmatisé. A partir des années 1990, une deuxième phase dans ce processus d'autonomisation s'incarne dans les transformations du rapport à la politique des journalistes politiques. Celles-ci aboutissent à la fois à un désenchantement à l'égard du politique, une distanciation à l'égard des sources politiques et un désinvestissement psychique à l'égard de la spécialité du

journalisme politique. Toutefois, le processus d'autonomisation du journalisme à l'égard du champ politique en France reste limité.

Tout d'abord, s'il y a désengagement militant et partisan des quotidiens nationaux à partir des années 1980, l'élaboration de l'information politique reste largement subordonnée aux principes de hiérarchisation du champ politique. Les journalistes politiques ont en effet une capacité restreinte de mise sur agenda autonome et sont largement soumis aux intérêts des sources et à leur interprétation des problèmes. Par exemple, l'organisation des spécialités au sein des services politiques de la PQN française – les journalistes ayant chacun des sphères de compétence réparties par « dossiers » – reproduit la structuration du champ politique. Ainsi en France la répartition des tâches s'effectue-t-elle par institution politique, et non par thématique : L'Elysée, Matignon, le Parlement, les partis de gouvernement (UMP / PS), les Verts, du PCF, l'extrême droite, l'extrême gauche. Les partis peu ou pas représentés au Parlement, définis par conséquent comme les « petits partis », sont souvent regroupés dans un même « dossier ». C'est le cas du PRG, de LO, de la LCR et de toutes les formations d'extrême gauche. Au-delà de l'organisation des services politiques, la visibilité accordée aux différents « dossiers » reproduit les hiérarchies propres au champ politique (et ses évolutions) qui existent entre institutions mais aussi entre les membres du personnel politique. La superficie accordée à l'information parlementaire a ainsi décliné au cours du temps au profit des partis et du pouvoir exécutif (Negrine 1996 ; Kaciaf 2005). De même, une attention forte est accordée aux leaders politiques sélectionnés sur la base de leur position dans le champ politique, du prestige de leur fonction (le président de la République, le Premier ministre, les ministres et anciens ministres, les chefs de partis et les « présidentiables »), reproduisant ainsi les logiques du recrutement politique (Darras 1995).

De même, les journalistes sont porteurs d'une certaine vision du monde qui s'exprime dans les pages Politique. La notion de « connivence épistémique » (Neveu 2003) désigne un large consensus des journalistes sur l'ordre établi en France et dans le monde. L'uniformité idéologique empreinte de libéralisme, qui caractérise les journalistes dominants, s'explique par le fait que les médias généralistes nationaux s'adressent aux différentes catégories des classes moyennes et supérieures dont sont issus majoritairement les journalistes. Elle repose sur les caractéristiques communes entre producteurs et consommateurs d'information générale et politique diffusée dans la PQN. De même, la doxa partagée entre les journalistes politiques de la PQN et les élus conduit à une même définition de « la politique » et des façons légitimes d'en parler et d'en faire. Les journalistes identifient et réduisent la politique aux mécanismes de la démocratie représentative, à ses figures institutionnelles les plus visibles, à son agenda et à ses rites propres. Ils adoptent des critères de représentativité restrictifs et donnent ainsi la priorité aux sources qui font autorité, crédibles et accréditées. Ils éprouvent par conséquent une difficulté face aux représentations qui ne bénéficient pas de la légitimité du suffrage électoral.

Ensuite, s'il y a désenchantement à l'égard de la politique, les journalistes politiques restent toutefois fortement investis dans le jeu politique et la concurrence pour les postes. En somme, parce qu'ils adhèrent aux règles de la compétition politique, ils partagent l'*illusio* (Bourdieu 1981) du personnel politique. Ils proposent en effet un cadrage de l'information politique centré sur les stratégies politiques pour la conquête du pouvoir. Ils concentrent leur attention sur les conflits et sur quelques individus. Ils ne s'attardent pas sur les discours politiques en eux-mêmes, mais sur les stratégies qui président à l'élaboration de ces discours. Les faits et gestes des candidats, leurs motivations, sont analysés comme le produit calculé de choix stratégiques. De même, la couverture des élections se concentre sur les gagnants et les perdants, sur la performance, le style et la perception par le public des candidats. Dans ce contexte, les sondages d'opinion deviennent centraux. Ce mode de traitement traduit certes une distance critique des journalistes politiques qui ne proposent plus une simple reproduction

du discours des sources (Schudson 2005), mais il montre aussi la force de la croyance dans l'efficacité du jeu et des stratégies déployées par les sources (par exemple la communication politique) pour accéder au pouvoir.

Enfin, s'il y a revendication de distanciation aux sources, les journalistes politiques entretiennent une forme de proximité au personnel politique. Une interdépendance fonctionnelle lie en effet les journalistes politiques à leurs sources selon un mécanisme du don et du contre-don décrit par Legavre (1992) ou selon un processus de conflit, coopération et négociation, analysé par Charron (1994).

### *Bibliographie*

- Amaturo E., Gambardella D. (1998), « I sondaggi sulla stampa italiana », *Politis*, XII, n°2, p. 223-237.
- Bechelloni G., Buonanno M. (1981), « Un quotidiano di partito *sui generis*: *L'Unità* », *Problemi dell'informazione*, n° 2, p. 219-242.
- Blondiaux L. (1998), *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Editions du Seuil.
- Bourdieu P. (1981), « La représentation politique », *ARSS*, Vol.36, n° 36-37, p. 3-24.
- Brulé M. (1988), *L'Empire des sondages. Transparence ou manipulation?*, Paris, Robert Laffont.
- Buonanno M. (1988), *L'élite senza sapere: uomini e donne nel giornalismo italiano*, Napoli, Liguori.
- Charron J. (1994), *La production de l'actualité*, Montréal, Boréal.
- Darras E. (1995), « Le pouvoir 'médiocratique'? Les logiques de recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, n° 30, p. 183-198.
- Darras E. (1998), « L'institution d'une tribune politique. Genèse et usages du magazine politique de télévision », doctorat de science politique, sous la direction de Jacques Chevalier, Paris II Panthéon-Assas.
- Elias N. (1993), *Engagement et distanciation. Contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard.
- Esser F., Pfetsch B. (2004), *Comparing Political Communication. Theories, Cases, and Challenges*, Cambridge University Press.
- Esser F., Reinemann C., Fan D. (2001), « Spin doctors in the United States, Great Britain, and Germany. Metacommunication about media manipulation », *Press/Politics*, Vol. 6, p. 16-45.
- Gaxie D. (2001), « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in Briquet, Garraud (dir.), *Juger la politique*, Rennes, PUR, p. 217-240.
- Grossi G., Mazzoleni G. (1984), « Per una interpretazione del rapporto tra Parlamento e sistema informativo : analisi ed indicazioni di ricerca », in Camera dei deputati (a cura di), *Informazione e Parlamento*, Roma, Camera dei deputati.
- Hallin D., Mancini M. (2004), *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ion J. (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Ed. de l'Atelier.
- Jakobson R. (1963), *Essais de linguistique générale. Tome I : les fondations du langage*, Paris, Editions de Minuit.
- Juhem P. (2001), « Alternances politiques et transformation du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, vol. 14, n° 56, p. 185-208.
- Kaciaf N. (2005), « Les métamorphoses des pages Politique dans la presse française (1945-2000) », doctorat de science politique sous la direction de Philippe Braud, Université Paris I – Panthéon Sorbonne.

- Lazar M. (1992), *Maisons rouges. Les partis communistes français de la Libération à nos jours*, Aubier.
- Le Bart C. (2005), « La construction sociale du genre 'livre politique' », in Arnaud, Guionnet, *Les frontières du politique*, Rennes, PUR, p. 27-48.
- Legavre (1992), « *Off the record*. Mode d'emploi d'un instrument de coordination », *Politix*, n° 19, p. 135-157.
- Lettieri C. (2002), « Formes et acteurs des débats publics contemporains. Les tribunes publiées dans la presse quotidienne en Italie et en France », doctorat de sciences de l'information et de la communication, sous la direction Rémy Rieffel, IFP, Université Paris II.
- Lijphart A. (1994), *Electoral Systems and Party Systems: A Study of twenty-seven Democracies: 1945-1990*, Oxford University Press.
- Lochard G. (1996), « Genres rédactionnels et appréhension de l'événement médiatique. Vers un déclin des modes 'configurants' ? », *Réseaux*, n° 76, p. 83-102.
- Mancini P. (1990), « Tra di noi. Sulla funzione negoziale della comunicazione politica », *Il Mulino*, n° 328, p. 267-287.
- Mancini P. (1994), *Sussuri e grida dalle camere. L'informazione politico-parlamentare in Italia*, Milano, FrancoAngeli.
- Mannheimer R. (2001), « Le Elezioni del 2001 e la 'mobilitazione drammatizzante' », *Rivista italiana di scienza politica*, n° 3, p. 543-560.
- Negrine R. (1996), *The Communication of Politics*, London, Sage.
- Neveu E. (1993), « Pages 'Politique' », *Mots*, n° 37, p. 6-27.
- Neveu E. (2003), « Journalistes et hommes politiques: quelle connivence? », in Brechon (dir.), *La gouvernance de l'opinion*, Paris, L'Harmattan, p. 181-196.
- Neveu E. (2003), « Privatisation et informalisation de la vie politique », in Bonny, de Queiroz, Neveu, *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques*, Rennes, PUR, p. 185-207.
- Padioleau J-G. (1976), « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, Vol. 18, n° 3, p. 256-282.
- Padioleau J-G. (1985), *Le Monde et Le Washington Post. Précepteurs et mousquetaires*, Paris, PUF.
- Roncarolo (2002), « A Crisis in the Mirror. Old and New Elements in Italian Political Communication », in Kuhn, Neveu (ed.), *Political Journalism, New Challenges, new Practices*, London, Routledge, p. 69-91.
- Schudson M. (2005), *Le pouvoir des médias. Journalisme et démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons.
- Seymour-Ure C. (1974), *The political impact of mass media*, London, Constable.
- Van Zoonen L. (1996), « One of the Girls? Or the Changing Gender of Journalism », keynote à la conférence « Gender and the Media », Oslo, 9-10 septembre.